

Pétition au gouvernement du Canada

ATTENDU QUE le 23 janvier 2026, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a annoncé son intention de supprimer 665 postes, principalement des postes scientifiques, techniques et de soutien dans le domaine de la recherche agricole, et de fermer sept centres de recherche : les centres de recherche et développement de Lacombe, Guelph et Québec, les fermes de recherche d'Indian Head, Scott, Portage la Prairie et Nappan, ainsi que le programme de recherche sur l'agriculture biologique et régénérative du centre de recherche et développement de Swift Current ; et

ATTENDU QUE les postes et les installations touchés sont essentiels à l'agriculture canadienne, car ils représentent un investissement irremplaçable dans des installations, de l'équipement et du personnel hautement qualifié, une base de connaissances irremplaçable, une infrastructure essentielle à la sélection végétale publique nécessaire pour relever les défis critiques de production afin d'assurer le succès continu des agriculteurs et de notre économie agricole, ainsi qu'un atout stratégique pour préserver la capacité du Canada à subvenir à ses propres besoins alimentaires.

PAR CONSÉQUENT, nous, citoyens et résidents du Canada soussignés, demandons au gouvernement du Canada de revenir sur sa décision de supprimer 665 postes au sein du ministère des Affaires agricoles et alimentaires et de fermer le programme de recherche sur l'agriculture biologique et régénérative à Swift Current, ainsi que les centres de recherche de Lacombe, Guelph, Québec, Indian Head, Scott, Portage la Prairie et Nappan.

Signatures (Citoyens ou résidents canadiens seulement) (Veuillez signer votre nom, ne pas imprimer)	Adresses (Tout format d'adresse qui établit que le signataire réside au Canada est acceptable (ville, province ou code postal)).

Envoyez par la poste ou remettez en mains propres les pétitions comportant **au moins 25 signatures** à un député et demandez-lui de présenter la pétition à la Chambre des communes dès que possible. Les lettres peuvent être envoyées sans affranchissement à n'importe quel député.

L'adresse est la suivante : **Chambre des communes, Ottawa (Ontario) K1A 0A6.**